

Stop à la déconstruction du genre!

Les textes publiés dans ces pages ont pour but d'alimenter le débat. Ils n'engagent que leurs auteurs qui n'appartiennent pas à la rédaction de "La Libre Belgique".

Nous vivons dans l'un des pays les plus tolérants au monde envers les minorités sexuelles. C'est loin d'être le cas partout et cela n'a pas toujours été le cas sur notre continent: l'humiliation, la stigmatisation et la persécution ont longtemps été la règle en la matière. Succédant à de nombreuses avancées (égalité entre femmes et hommes, mariage entre personnes du même sexe, adoption homoparentale, etc.), la loi transgenre permet, depuis 2018, à toute personne majeure qui le désire de changer de prénom et de sexe sans devoir invoquer une raison médicale. Nous saluons ce droit à l'auto-détermination. Pourtant, sous prétexte de politiques "inclusives", nous voyons aujourd'hui s'imposer une tendance lourde qui, niant la binarité des sexes, prône des solutions d'une radicalité aussi stupéfiante qu'inquiétante. C'est le cas de trois projets discutés dans différents gouvernements.

Des cartes d'identité asexuées

Premier dossier: la suppression, pour tous, de la mention du sexe masculin ou féminin sur nos cartes d'identité. Rappelons que le sexe est le fait biologique donné (homme, femme ou personne intersexe) et le genre, l'identité sexuelle choisie (homme, femme ou non binaire). Deux éléments distincts qui ne doivent pas être confondus avec l'orientation sexuelle (hétérosexuelle, homosexuelle, bisexuelle, asexuelle, etc.). Vu qu'il appar-

tient à chacun de décider librement de ces diverses identités et d'être traité avec respect, chacun devrait pouvoir exiger la suppression de la mention du sexe sur sa carte d'identité, peu importe la raison, par exemple si son genre ne coïncide pas avec son sexe. Dès lors, – et ce débat a agité le gouvernement fédéral fin 2022 –, pourquoi ne pas carrément supprimer cette mention pour tous, même pour le citoyen lambda? Parce que, pour l'écrasante majorité des gens, l'identité de genre coïncide avec le sexe, et que le fait d'être homme ou femme constitue un des éléments fondamentaux de leur identité. N'est-il pas disproportionné, sous prétexte de satisfaire une infime minorité, de gommer cette mention pour tous?

Exit les mots "mère" ou "père"

Autre dossier: le projet de suppression des filiations paternelle et maternelle. Il est question de remplacer, dans le Code civil, le mot "mère" par l'expression "parent ayant accouché" et de gommer ainsi les notions de "paternité" et de "maternité" considérées par certains comme vexatoires pour les parents transsexuels.

Cette suppression, en décalage radical avec la réalité sociologique dominante, est parfaitement inutile car il est tout à fait possible de créer une filiation transsexuelle, à l'image de la filiation adoptive et de la co-maternité qui existent déjà. Nul besoin de jeter par-dessus bord les notions de paternité et de

maternité, dont l'ancrage social, historique et culturel légitime pleinement le maintien dans notre Code civil. De plus, cette proposition a pour effet de gommer la notion même de femme: parler, au nom de cette idéologie, de "personnes menstruées" ou de "personnes à utérus" ne conduit-il pas à invisibiliser les femmes?

Des hormones à des enfants?

Dernier exemple, certains passages du guide Evras (Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) censé être appliqué à la rentrée scolaire prochaine en Fédération Wallonie-Bruxelles. On y lit (p.160) qu'un enfant de 5 ans devrait "prendre conscience que son identité de genre peut être identique ou différente de celle assignée à la naissance" et aussi (p.162) qu'il importe, concernant les enfants de 9 ans, "de favoriser le sentiment de bien-être par rapport à sa propre identité de genre: adopter une démarche différente (ou pas), changer sa façon de s'habiller (ou pas), prendre des hormones (ou pas), recourir à des opérations chirurgicales (ou pas)".

Il faut bien évidemment assurer aux enfants une éducation à la vie affective et sexuelle et l'homosexualité ou la transidentité sont des réalités auxquelles il faut les sensibiliser. Encore faut-il ne pas devancer les interrogations des élèves, ni encore moins projeter sur eux des approches idéologiques: on risque, comme de nombreux pédopsychiatres l'ont démontré, de perturber le développement psychoaffectif des enfants de 5 et 9 ans si on les invite à se positionner prématurément sur



**Corentin de Salle
et Jan Vereecke**

Respectivement directeur
scientifique du Centre Jean Gol
et avocat affilié au MR

■ Suppression de la mention du sexe sur nos cartes d'identité ou remplacement du mot "mère" par "parent ayant accouché": ces projets inquiètent. Continuons à protéger et à soutenir les minorités sexuelles mais refusons le radicalisme de l'idéologie transgenre.

leur identité sexuelle. Ainsi, selon la SEGM (Society for Evidence-Based Gender Medicine), on assiste, dans différents pays, à une explosion (de 1 000 à 4 000%) des dysphories de genre ces 15 dernières années, soit la période où cette idéologie a commencé à être inculquée dans les écoles des pays concernés. Par ailleurs, il faut s'opposer à tout "blocage hormonal" et à toute opération chirurgicale de changement de sexe avant l'âge de la majorité sexuelle. Certains pays, dont la Suède, ont d'ailleurs fait marche arrière et supprimé l'hormonothérapie et l'ablation des seins pour les mineurs.

Une police de la pensée

Il faut par ailleurs distinguer ici les personnes transgenres – dont certaines souffrent de discriminations, lesquelles sont inacceptables et doivent être combattues – et un mouvement radical qu'on appellera faute de mieux "l'idéologie transgenre", dénominateur commun à ces projets de "déconstruction du genre". S'il s'agissait uniquement de poursuivre une égalité effective entre hommes et femmes, de lutter contre les préjugés sexistes et homophobes, de protéger les minorités sexuelles, etc., qui pourrait s'y opposer? Mais, ce mouvement venu d'outre-Atlantique il y a plusieurs décennies constitue une radicalisation et même, dixit Judith Butler, sa principale théoricienne, une "subversion" du féminisme. Ces théories comptent désormais des prosélytes zélés dans plusieurs formations politiques et dans des milieux associatifs, scolaires et académiques. Dans leur sillage s'est mise en place une véritable novlangue et, avec elle, une police de la pensée avec ses

procureurs, ses tribunaux, ses excommunications et ses sentences publiques.

Radicalisme et conflit

La finalité de cette idéologie, dans sa version la plus radicale, est de faire exploser les repères, de détruire la binarité, bref – pour reprendre le titre de l'ouvrage de Butler – de "troubler le genre". Pourquoi? Parce que nos institutions sociales (langage, filiation, éducation, etc.) seraient autant d'outils assurant inconsciemment l'oppression masculine: elles doivent dès lors être intégralement reconfigurées. D'où ce travail de sape méthodique et ce prosélytisme auprès des enfants et adolescents. Généralement, cette volonté de renverser l'ordre social coexiste avec une hostilité envers la démocratie libérale jugée injuste, "exploitatrice", prédatrice, voire structurellement raciste.

Pourtant, même si, entre hommes et femmes, des inégalités demeurent et doivent être combattues, des progrès considérables ont été accomplis ces dernières décennies. Les minorités sexuelles sont reconnues et protégées. Certes, il faut continuer à lutter contre l'homophobie et la transphobie, assurer l'autodétermination, respecter l'identité de chacun et accompagner utilement tous ceux qui sont en questionnement. En revanche, ce projet idéologique absurde visant à "déconstruire le genre" ne peut, en raison de son radicalisme, déboucher que sur le conflit. A ce titre, toute personne attachée à une coexistence égalitaire, pacifique et harmonieuse entre personnes – quels que soient leur sexe, leur genre et leur orientation sexuelle – doit impérativement s'y opposer.

OPINION

La sobriété est un impératif de survie

■ Les réponses technoscientifiques ne suffiront pas à faire face à la crise climatique.



Pascal Warnier

Économiste et diplômé en sciences de l'éducation

Le diagnostic est désormais établi et incontestable. Nous devons nous passer, à brève échéance, des énergies fossiles dont la consommation effrénée a durablement dégradé l'habitabilité de notre planète.

Comment nos sociétés pourront-elles arriver, à l'horizon 2050, à annuler les 50 milliards de tonnes de gaz à effet de serre (GES) émis annuellement, alors que ces émissions continuent d'augmenter (+23,6% depuis 2005)? Nous le savons, si nous n'y arrivons pas, les conditions de vie de nos enfants et petits-enfants seront lourdement précarisées et les inégalités entre les pays du Nord et du Sud deviendront explosives.

Force est de constater que le réflexe technoscientifique de nos sociétés a très vite investi cette question sans fondamentalement changer l'équation qui régit notre civilisation moderne. La poursuite d'un progrès matériel, à travers la liberté totale d'un marché tout-puissant, n'est pas ou peu remise en cause.

Malgré certaines avancées notables, la réponse apportée actuellement à l'immense défi posé par le dérèglement climatique est très loin d'être satisfaisante. Le "technosolutionnisme" est aux avant-postes, tant dans le monde politique qu'économique. Le discours ambiant nous fait croire que tous les problèmes pourront trouver des solutions dans des technologies meilleures et nouvelles. Très peu de place est accordée dans ce narratif à l'indispensable modération de la consommation et de la production. On va produire et consommer différemment, voilà tout! La sobriété reste un terme qui, dans certains milieux, demeure encore une insulte à la doxa néolibérale. Les experts du Giec soulignent pourtant, dans leur dernier rapport, le caractère incontournable de la sobriété dans la lutte contre le dérèglement climatique. Ils pointent aussi pour la première fois la nécessité de réguler la publicité.

Ces solutions technoscientifiques sont ambitieuses et nous sont présentées "en trompe-l'œil", occultant l'importance de la sobriété.

L'électricité remplacera bientôt l'essence dans les moteurs de nos voitures mais les métaux stratégiques qui composent nos batteries, présents également dans toutes les nouvelles technologies numériques, res-

tent extraits par une consommation énergétique démesurée à laquelle s'ajoutent la pollution des écosystèmes et les drames humains liés à l'activité minière.

Le carburant "vert" remplacera, nous dit-on, le kérosène de nos avions et le fuel lourd de nos bateaux de croisière. On en est encore très loin.

Le recyclage de nos très nombreux déchets ouvre certes de nouvelles possibilités mais il reste polluant et n'incite pas ou si peu à la modération.

À côté de cela, certaines pratiques du système consumériste globalisé restent encouragées. Le calendrier commercial et le développement de l'e-commerce, par exemple, restent largement stimulés par une industrie publicitaire toujours plus envahissante, alors que l'on sait bien que plus de croissance continue d'impliquer plus d'émission de CO₂. On voit bien que le monde politique reste très frileux à évoquer la sobriété comme matrice du projet de société qu'il promeut. Dans le même temps, on constate, comme le montre le New Climate Institute allemand dans une récente étude, que les engagements de réduction d'émissions sont rarement réalisés par les plus grandes entreprises des secteurs les plus polluants. L'ampleur de ce *greenwashing* a même inquiété l'Onu, dont le secrétaire général, Antonio Guterres, lors de la dernière COP en Égypte, fustigeait "cette tentative de dissimulation toxique" des entreprises qui "pourrait faire tomber le monde de la falaise climatique".

Pour transformer notre société (sur)abondante en une société modérée, nous devons exiger de nos élus et des responsables économiques, par tous les moyens possibles, d'introduire dans leurs projets et leur communication la nécessaire sobriété qui doit désormais faire partie d'un nouveau récit societal. Le Mahatma Gandhi, par l'exemple de sa vie, invitait à "vivre plus simplement pour que tous puissent simplement vivre". Son combat non violent contre les inégalités prend un sens nouveau aujourd'hui car vivre simplement devient également un impératif de survie pour notre humanité.

→ (1) Blog et publication de l'auteur: <https://enobservantlemonde.wordpress.com/>

→ Les références sont à retrouver dans la version longue de ce texte sur lalibre.be.